

CONCOURS INTERNE DE LIEUTENANT DE 1^{ère} CLASSE DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

SESSION 2026

ÉPREUVE DE QUESTIONNAIRE À CHOIX MULTIPLES

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Questionnaire à choix multiples portant sur les activités et compétences d'officier de garde des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que sur des connaissances de culture administrative. Ce questionnaire a pour objet d'apprécier les connaissances professionnelles et institutionnelles du candidat.

Durée : 1h30

Coefficient : 2

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :

- ♦ Vous devez impérativement utiliser un stylo ou feutre non effaçable de **couleur NOIRE** sur la grille de réponses.
- ♦ L'utilisation d'un blanc correcteur n'est pas autorisée
- ♦ Aucune inscription ou annotation (signature, parafe, tâche, signe distinctif...) autre que celle(s) indiquée(s) dans la grille de réponses ne doit figurer.
- ♦ Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
- ♦ Les feuilles de brouillon et/ou l'original du questionnaire ne seront pas corrigés.

Ce sujet comprend 13 pages.

**Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend
le nombre de pages indiqué.**

S'il est incomplet, en avertir le surveillant.

Questionnaire à choix multiples - 60 questions

Répondez aux questions en indiquant la ou les réponse(s) uniquement sur la grille de réponses fournie par le CDG 34 dans le respect des consignes.

Il y a une ou plusieurs réponses possibles par question, cochez donc la ou les bonnes réponses.

Le barème de correction est le suivant :

- **réponse juste : + 1 point**
- **réponse fausse : - 0.5 point**
- **réponse partielle (aucune réponse fausse et au moins une réponse juste sur les réponses attendues) : + 0.5 point**
- **absence de réponse : 0 point**

L'épreuve est notée sur 60 points ramenés à une note sur 20.

1 - Quel(s) est (sont) le(s) acteur(s) de la santé et sécurité au travail au sein d'un SDIS ?

- A. le conseiller de prévention
- B. le Comité Social Territorial
- C. l'assistant de prévention
- D. le Service de Santé et de Secours Médical

2 - Le chef de groupe peut :

- A. assurer les fonctions de chef de secteur
- B. assurer les fonctions d'adjoint au chef de secteur
- C. assurer les fonctions de COS sur intervention
- D. assurer les fonctions d'officier "action" au sein d'un PC

3 - Qui préside la Commission Administrative et Technique des Services d'Incendie et de Secours (CATSIS) ?

- A. le médecin chef
- B. le PCASDIS
- C. le DDSIS
- D. un officier de sapeur-pompier élu

4 - Le zonage opérationnel matérialisé par les sapeurs-pompiers lors d'une intervention de secours routier doit tenir compte :

- A. des conditions météorologiques
- B. du niveau de formation des intervenants
- C. de la vitesse de circulation des usagers
- D. aucune réponse ne convient, la signalisation n'est pas du ressort des sapeurs-pompiers

5 - Selon le « GTO – Sauvetages et mises en sécurité » relatif à la terminologie des Moyens Élévateurs Aériens (MEA), quel(s) terme(s) n'existe(nt) pas ?

- A. la portée théorique (P)
- B. le polygone de dressage
- C. la zone limite d'utilisation mixte
- D. le panier de secours

6 - Les sapeurs de deuxième classe reçoivent l'appellation de première classe après :

- A. trois ans
- B. cinq ans
- C. la période probatoire
- D. un an

7 - L'activité de sapeur-pompier volontaire :

- A. repose sur le volontariat et le bénévolat
- B. est exercée à titre professionnel
- C. par une personne ayant une activité professionnelle
- D. est interdite à certaines professions

8 - Le message d'ambiance :

- A. a pour objectif de décrire la situation
- B. acte la prise de commandement
- C. se construit avec les éléments : je vois, je demande, je suis
- D. intègre obligatoirement une demande de renfort

9 - Quel(s) est (sont) le(s) acronyme(s) qui évoque(nt) des ordres initiaux ?

- A. PATRACDR
- B. SMES
- C. SOIEC
- D. DPIF

10 - L'entretien professionnel d'un agent de la fonction publique est :

- A. annuel
- B. réalisé par son chef hiérarchique direct
- C. précédé d'une convocation de l'agent avec un délai de 15 jours
- D. suivi d'un compte-rendu notifié à l'agent dans un délai de 8 jours

11 - Parmi les propositions suivantes, quels sont les emplois possibles d'un lieutenant de 1ère classe de sapeurs-pompiers professionnels ?

- A. Chef de centre d'incendie et de secours (effectifs de sapeurs-pompiers professionnels supérieur à 10)
- B. Chef de service (effectif d'agents inférieur ou égal à 10)
- C. Chef de bureau dans un centre d'incendie et de secours
- D. Adjoint au chef de groupement

12 - Le comité social territorial a pour mission principale :

- A. de traiter les situations individuelles des agents
- B. d'assurer la représentation du personnel lors des procédures disciplinaires
- C. d'être consulté sur les projets et décisions collectives concernant l'organisation et les conditions de travail
- D. de statuer sur les avancements et promotions

13 - Les service d'incendie et de secours peuvent demander une participation aux frais des interventions :

- A. lors d'une intervention pour défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés
- B. lors d'une intervention sur le réseau routier et autoroutier concédé
- C. lors de la mise à disposition de moyens au profit d'un SMUR pour l'évacuation d'une victime
- D. lors d'une intervention pour une mise en danger volontaire

14 - Les agents de la fonction publique territoriale sont régis par :

- A. la loi du 13 Juillet 1984
- B. la loi du 13 juillet 1985
- C. la loi du 26 Janvier 1984
- D. le Code Général de la Fonction Publique

15 - Quelles sont les compétences transversales à l'ensemble des domaines d'activités du lieutenant de 1^{ère} classe Sapeurs-pompiers professionnels :

- A. agir selon les règles relatives au SSQVS
- B. s'impliquer dans son emploi
- C. agir au sein d'un collectif
- D. maintenir la capacité opérationnelle des équipements, véhicules et matériels

16 - Dans le « GDO-Exercice du commandement et conduite des opérations », l'analyse du cadre spatiotemporel doit permettre de mieux appréhender le milieu physique et humain dans lequel s'inscrit l'intervention, elle comprend :

- A. la Zone d'intervention (ZI)
- B. les sources de danger
- C. les axes de réflexion
- D. les axes d'anticipation

17 - En matière disciplinaire, selon les articles R.723-37 à R.723-42 du code de la sécurité intérieure, quelles sanctions peuvent être prononcées à l'encontre d'un sapeur-pompier volontaire ?

- A. l'avertissement
- B. l'exclusion temporaire de fonctions pour six mois au maximum
- C. la révocation
- D. la rétrogradation

18 - Dans la fonction publique, quelle(s) affirmation(s) relative(s) aux élections professionnelles est (sont) exacte(s) ?

- A. elles auront lieu le 10 décembre 2026
- B. les agents publics éliront leurs nouveaux représentants aux comités sociaux.
- C. les agents publics éliront leurs nouveaux représentants aux commissions administratives paritaires
- D. les agents publics éliront leurs nouveaux représentants au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

19 - Quelle(s) réponse(s) concernant le COTRRIM est (sont) correcte(s) ?

- A. il signifie Concordat Territorial de Réponse face aux Risques et aux effets des Menaces
- B. il est établi sous l'autorité du ministère de l'Intérieur
- C. il définit l'inventaire des risques et des effets potentiels des menaces de toute nature
- D. il définit l'identification des tensions et ruptures capacitaires

20 - Lors d'une intervention de sensibilisation à la prévention des risques routiers, comment est désignée la conduite en état de fatigue ?

- A. hypotonie
- B. hypovigilance
- C. hypervigilance
- D. hypertonie

21 - Quelle(s) compétence(s) relève(nt) du 1^{er} ministre ?

- A. Il exerce le pouvoir réglementaire
- B. Il peut dissoudre l'Assemblée Nationale
- C. Il dispose de l'administration
- D. Il peut recourir au référendum

22 - Quel(s) est (sont) le(s) pouvoir(s) du Préfet de zone de défense et de sécurité ?

- A. Il met en œuvre au niveau zonal la politique d'exercices
- B. Il assure le contrôle administratif des EPCI
- C. Il est en charge de l'ordre public et de la sécurité des populations
- D. Il organise la veille opérationnelle zonale

23 - Qui exerce le contrôle de légalité au profit des collectivités territoriales ?

- A. le PCASDIS
- B. le Président de la Communauté de Communes
- C. le Maire
- D. aucune réponse ne convient

24 - Qui a le pouvoir de délivrer un permis de construire ?

- A. la DDT
- B. le Préfet
- C. la commune ou l'EPCI compétent
- D. le délégué à l'urbanisme

25 - Quelle est la date limite d'adoption d'un budget pour une collectivité territoriale (hors renouvellement des organes délibérants) ?

- A. le 1^{er} janvier
- B. le 15 avril
- C. le 30 avril
- D. le 20 juin

26 - Quels sont les 2 grands principes de la décentralisation ?

- A. l'autonomie
- B. la libre administration
- C. le fédéralisme
- D. la délégation

27 - Les hauts fonctionnaires de défense et de sécurité :

- A. sont nommés par décret
- B. sont en liaison permanent avec le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale
- C. assistent tous les ministres
- D. assistent uniquement les ministres de la Défense et de l'Intérieur

28 - Quel type de contrôle l'État exerce-t-il sur les actes des collectivités territoriales ?

- A. un contrôle d'opportunité sur toutes les décisions locales
- B. un contrôle politique exercé par le Parlement
- C. un contrôle de légalité exercé par le Préfet
- D. aucun contrôle, en vertu de la libre administration

29 - En France, quel élément est placé au plus haut degré dans la hiérarchie des normes ?

- A. le bloc réglementaire
- B. le bloc législatif
- C. le bloc constitutionnel
- D. le bloc conventionnel

30 - Parmi les territoires suivants, lequel (lesquels) a (ont) le statut de département et région d'outre-mer (DROM) depuis 2011 ?

- A. la Polynésie Française
- B. la Guyane
- C. la Nouvelle-Calédonie
- D. Mayotte

31 - Qui peut saisir le Conseil constitutionnel ?

- A. le Président de l'Assemblée nationale
- B. quarante députés
- C. quarante sénateurs
- D. le Président du Sénat

32 - Le principe d'universalité budgétaire est l'un des cinq grands principes budgétaires des finances publiques en France. Parmi les propositions suivantes, laquelle (lesquelles) correspond(ent) à un grand principe budgétaire ?

- A. le principe de spécialité budgétaire
- B. le principe d'annualité
- C. le principe de bicamérisme
- D. le principe de sincérité budgétaire

33 - Les compétences locales de l'eau sont au nombre de cinq et peuvent inclure :

- A. la distribution de l'eau potable
- B. la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMA-PI)
- C. la Défense extérieure contre l'incendie (DECI).
- D. la gestion des eaux pluviales

34 - Parmi les propositions suivantes, quelle norme se situe au plus haut niveau dans la hiérarchie des normes ?

- A. un décret
- B. un arrêté
- C. une note d'information
- D. une circulaire

35 - Les réserves citoyennes des services d'incendie et de secours ont pour objet :

- A. développer et entretenir la culture de sécurité civile
- B. renforcer le lien entre la Nation et les services d'incendie et de secours
- C. promouvoir et valoriser l'image des sapeurs-pompiers
- D. promouvoir l'attractivité de l'activité de sapeur-pompier volontaire

36 - Les collectivités territoriales de la République sont :

- A. les régions, les départements, les communes
- B. les établissements publics de coopérations intercommunale
- C. les collectivités d'outre-mer
- D. les préfectures

37 - Le budget d'une collectivité territoriale est un acte :

- A. d'anticipation
- B. d'autorisation
- C. juridique
- D. politique

38 - Le maire est agent de l'Etat pour :

- A. l'état civil
- B. l'ordre public
- C. l'action sociale
- D. la gestion des écoles

39 - La région intervient prioritairement dans :

- A. l'aménagement du territoire
- B. la sécurité civile
- C. le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat
- D. la politique de la ville et la rénovation urbaine

40 - Le plan VIGIPRATE :

- A. est activé en permanence
- B. fait partie de la famille PIRATE
- C. est issu du livre blanc sur la défense et la sécurité de 2008
- D. protège contre les menaces d'attentat

41 - Le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) prévoit la mise en œuvre des mesures de sauvegarde par le maire. Ces mesures sont :

- A. alerter
- B. protéger
- C. interdire
- D. soutenir

42 - Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) :

- A. est à destination des élus locaux
- B. doit être conforme au DDRM
- C. est obligatoire dans chaque commune
- D. est régit par le code de l'environnement

43 - Quel est le plan qui permet la sécurité des enfants dans le cadre scolaire ?

- A. PCA
- B. PPI
- C. PFMS
- D. PPMS

44 - Qui active la Cellule Interministérielle de Crise ?

- A. le Préfet de zone
- B. le Premier ministre
- C. le ministre de l'Intérieur
- D. le Président de la République

45 - Un musée qui peut accueillir 850 personnes est classé en :

- A. 1ère catégorie
- B. 2ème catégorie
- C. 3ème catégorie
- D. 4ème catégorie

46 - Le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) :

- A. est un inventaire départemental des risques
- B. détermine les objectifs de couverture
- C. nécessite l'avis du PCASDIS
- D. est révisable tous les 3 ans

47- Qu'est-ce que la MARN ?

- A. Mission d'Appui au Risque Nucléaire
- B. Mission d'Appui au Risque Nautique
- C. Mission d'Alerte au Risque Nucléaire
- D. Mission d'Alerte au Risque Nautique

48 - Lorsqu'un événement majeur compromet le fonctionnement des services essentiels à la population (énergie, eau, transport), dans quelle(s) situation(s) le préfet de département peut-il exercer ses pouvoirs de défense non militaire ?

- A. uniquement en cas de déclaration de guerre
- B. seulement sur instruction directe du ministre des Armées
- C. lorsqu'une menace ou un sinistre grave perturbe la continuité de la vie nationale
- D. quand le maire en fait la demande écrite

49 - La journée nationale de la résilience est le :

- A. 12 février
- B. 13 octobre
- C. 13 novembre
- D. 18 septembre

50 - La plan communal de sauvegarde est obligatoire pour les communes :

- A. comprises dans le champ d'action d'un plan particulier d'intervention
- B. dotées d'un plan de prévention des risques naturels
- C. exposées aux risques d'avalanche
- D. exposées aux risques de tornade

51 - L'inspection générale de la sécurité civile :

- A. assure l'évaluation des directeurs départementaux des services d'incendie et de secours
- B. assure des missions d'évaluation et de contrôle des services d'incendie et de secours
- C. apporte son concours aux missions de l'inspection générale de l'administration
- D. assure l'inspection périodique des unités militaires investis à titre permanent de missions de sécurité civile

52 - Un service départemental d'incendie et de secours comporte obligatoirement :

- A. un corps départemental
- B. une réserve citoyenne
- C. une sous-direction santé
- D. des centres d'incendie et de secours et des services

53 - Le système d'alerte et d'information des populations :

- A. est piloté par le ministère de l'Intérieur
- B. utilise les sirènes et les notifications mobiles
- C. est relayé par les médias partenaires
- D. est déclenché automatiquement par le maire

54 - Quelle(s) réponse(s) concernant les services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours est(sont) correcte(s) ?

- A. sont classés en trois catégories en fonction des risques
- B. le nombre de sous-direction est limité à 7 maximum
- C. le nombre de groupement ne peut excéder trois fois le nombre de sous-direction
- D. huit groupements maximum s'il n'y a qu'une seule sous-direction

55 - Avec un émulseur 6/6, en utilisant un taux d'application de 10L/min/m², quelle est la quantité d'émulseur nécessaire pour assurer l'extinction (20min) d'une cuvette de 400m² de liquide inflammable non polaire ?

- A. 48 L
- B. 480 L
- C. 4 800 L
- D. 48 000 L

56 - Le Centre National Civil et Militaire de Formation et d'Entraînement NRBC-E :

- A. est basé à Marseille
- B. est basé à Aix-en-Provence
- C. est basé à Toulon
- D. est basé à Nîmes

57 - Quel(s) intitulé(s) de sous-direction de la DGSCGC est (sont) correct(s) ?

- A. la sous-direction de la préparation, de l'anticipation, et de la gestion des crises
- B. la sous-direction de la doctrine et des ressources humaines
- C. la sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours
- D. la sous-direction des affaires internationales, des ressources et de la stratégie

58 - Quelle réponse concernant le MAGEC est correcte ?

- A. Module d'Appui à la Gestion de Crise
- B. Modèle d'Appui à la Gestion de Crise
- C. Module d'Alerte à la Gestion de Crise
- D. Modèle d'Alerte à la Gestion de Crise

59 - Quelle(s) réponse(s) concernant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie est (sont) correcte(s) ?

- A. il est fixé par l'arrêté du 15 décembre 2015
- B. il s'applique à la défense extérieure contre l'incendie des installations classées pour la protection de l'environnement
- C. la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 est toujours en vigueur
- D. la circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales est abrogée

60 - Afin de faciliter la coordination inter-services, un officier de liaison peut notamment être sollicité dans les situations suivantes :

- A.** déclenchement de plan d'opération interne (POI)
- B.** accueil et suivi des renforts zonaux et extra-zonaux
- C.** activation d'un centre opérationnel départemental (COD)
- D.** activation d'une cellule de crise (inter)ministérielle